



AMERIQUE/BRESIL - Témoignage rendu lors de la I° Rencontre de l'Eglise en Amazonie : « je suis né sur cette terre et pour cette terre, je peux bien mourir »

Manaus (Agence Fides) – « Je suis né sur cette terre, j'y ai grandi et pour cette terre, je peux bien mourir » : c'est en ces termes que s'est exprimé Catarino dos Santos Costa, 35 ans, qui est menacé de mort depuis 2009 à cause de sa lutte pour la requête des titres de propriété des terres du Quilombo Cruzeiro, sur le territoire de la commune de Palmeirândia, dans l'Etat de Maranhão. Même s'il a dû demeurer caché pendant huit mois, afin de ne pas être tué, Catarino Costa n'a aucunement l'intention d'abandonner la lutte. « J'ai fait un serment en 2001 : je n'aurais jamais abandonné les quilombos, afin d'aider mes compatriotes et de demeurer aux côtés des quilombolas, des quadradeiras de cocco, des ribeirinhos et des autres communautés traditionnelles ».

Catarino dos Santos Costa, père de cinq enfants, outre à être un responsable influent au Quilombo Cruzeiro, fait également partie du MOQUIBOM (Mouvement Quilombo de Maranhão), et se trouve être l'un des intervenants de la I° rencontre de l'Eglise catholique en Amazonie qui a lieu ces jours-ci à Manaus (voir Fides 12/10/2013). La note envoyée à l'Agence Fides par la Commission pour l'Amazonie de la Conférence épiscopale du Brésil indique qu'aujourd'hui existent au Brésil environ 3.000 communautés quilombolas dont seules 193 ont le titre de propriété relatif aux terres qu'elles occupent. Le premier titre a été accordé en 1995, sept ans après la promulgation de la Constitution qui reconnaît les droits à la terre aux quilombolas. La dispute portant sur les titres de propriété a débuté en 1998 et la situation s'est aggravée en 2009 lorsque des exploitants agricoles s'autoproclamèrent propriétaires de la zone. En 2010, les résidents de la communauté ont subi une expulsion appuyée par le gouvernement, qui a toujours été du côté des exploitants agricoles. (CE) (Agence Fides 29/10/2013)